

COMMERCE AVEC L'UNION EUROPÉENNE

L'Algérie se place, mais mal

L'Algérie se place mal sur le marché européen avec lequel elle entretient entre 50 et 60% de son commerce extérieur.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est le constat qui ressort des nombreuses données communiquées, jeudi, au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) à l'occasion d'une journée d'information sur la politique européenne commerciale à l'horizon 2020, organisée en collaboration avec le Programme d'appui à la facilitation du commerce extérieur en Algérie (Facico), clôturé cette semaine.

Certes, relève M^{me} Lannad Malika, sous-directrice à l'Algex, l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, entré en vigueur en 2005 et devant aboutir à la création d'une zone de libre-échange

à terme, «n'a pas eu d'effet significatif». Et cela tant sur les importations algériennes en provenance de l'Europe, qui ont poursuivi leur tendance haussière depuis 2000, liée essentiellement à la forte demande domestique d'intrants. Et d'autant que le démantèlement tarifaire sur les produits finis ne s'est pas traduit par une baisse des prix à la consommation. Comme sur les exportations hors hydrocarbures, malgré la «timide amélioration» constatée, avec parfois de bons placements pour certains produits industriels.

Certes, l'Algérie importe essentiellement et amplement des produits bénéficiant d'avantages préférentiels (notamment



Photo : Samir Sid.

L'Algérie peine à bien placer ses produits sur le marché européen.

sous contingents), dépassant, parfois, de loin, les quotas. Néanmoins, notre pays peine cependant à bien placer ses produits notamment agricoles et agricoles transformés sur le marché européen, en restant en deçà des niveaux de contingents accordés dans le cadre desdits avantages préférentiels. Et cela en dépit de sa proximité avec le marché européen, un marché «rigoureux», même si la nécessi-

té d'une mise à niveau normative et managériale s'impose, ainsi qu'une bonne surveillance de la concurrence. Une assertion que la représentante de l'unité d'appui du programme Facico, le D^r Caroline Gallez, a étayée en relevant que l'Algérie, pourtant à la 13^e place des clients européens, ne cherche pas à suivre l'exemple des pays du regroupement sud-américain (Mercosur) qui fournissent 20% d'importa-

tions agricoles européennes, sans être liés à l'Union européenne par un accord de libre-échange. Et au-delà du fait que l'Algérie ne figure pas dans la liste des vingt premiers partenaires de l'Union européenne dans le domaine du commerce des services. Un volet où «il y a du travail à faire», laisse-t-elle entendre, voire davantage de visibilité du côté algérien.

C. B.

ACCESSION À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

À quand le 11^e round des négociations multilatérales ?

Le onzième round de négociations multilatérales pour l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aura-t-il lieu quand ? Selon le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, la date de ce onzième round, «probablement le dernier», sera discutée lors de la prochaine conférence ministérielle de l'organisation, prévue le 16 décembre à Genève. Voire, dira M. Benbada, ce pas devrait être enfin franchi «à la faveur» de la désignation, jeudi dernier, du nouveau président du groupe de travail sur l'Algérie au sein de l'organisation et que le ministre du Commerce devrait rencontrer le 15 ou le 16 à Genève.

En fait, l'Algérie attend toujours la réponse de ce groupe de travail concernant les 96 questions auxquelles elle avait répondu en 2010. Certes, l'Algérie a répondu à plus de 1 600 questions mais des points restent toutefois en suspens depuis près de quatre ans, liés à des divergences sur des questions sensibles comme l'alignement graduel du prix du gaz national sur celui appliqué sur le marché international et aux réformes.

De même que si 5 accords bilatéraux ont déjà été signés, d'autres négociations bilatérales auront lieu avec la Turquie, la Suisse, le Canada et l'Australie.

C. B. / APS

DÉMANTÈLEMENT TARIFAIRE

Un septième round de négociations en janvier

L'Algérie et l'Union européenne tiendront en janvier prochain à Bruxelles le 7^e round des négociations sur le démantèlement tarifaire, prévu par l'accord d'association liant les deux parties depuis 2005. C'est ce qu'a annoncé, jeudi dernier, le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, qui espère qu'un terrain d'entente sera trouvé entre les deux parties et assure que l'Algérie avait «déjà accompli l'essentiel du chemin de ces négociations».

Celles-ci portent notamment sur le report de 2017 à 2020 de la date de création d'une zone de libre-échange entre les deux parties, dans l'optique de mieux aider les entreprises algériennes à se préparer à l'ouverture. Le 6^e round des négocia-

tions s'est tenu en juillet dernier à Alger sans aboutir à un accord final sur le volet industriel, l'Algérie cherchant à exclure certains produits industriels (sidérurgie, textile, électronique et industrie automobile) du démantèlement.

Quant aux produits agricoles, les deux parties étaient arrivées lors du 5^e round, tenu en juin dernier à Bruxelles, à un accord sur la suppression ou le réaménagement de 36 contingents agricoles importés en franchise. Comme M. Benbada a indiqué que la révision du calendrier du démantèlement tarifaire sera examinée lors de la prochaine réunion du Conseil d'association Algérie-UE, prévue le 16 décembre 2011.

C. B. / APS

MESSAHEL ÉVALUE AVEC LES RESPONSABLES DE L'UNION EUROPÉENNE

LE PROCESSUS D'ALGER I

Bruxelles et les pays du champ planchent sur la sécurité et le développement dans le Sahel

Abdelkader Messahel (Affaires maghrébines et africaines) était avant-hier et hier à Bruxelles pour des «pourparlers plurilatéraux consacrés au partenariat et à la coopération dans le domaine de la sécurité et du développement». Le ministre algérien a tenu un point de presse à Bruxelles à l'issue de sa mission.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Il en ressort que cette rencontre s'inscrit dans le «suivi de la conférence d'Alger» (7 et 8 septembre dernier).

Pour rappel, la conférence a permis de faire converger les pays de la région et les partenaires extra-régionaux autour de «l'indivisibilité de la sécurité et du développement», «l'appropriation par les pays de la région de la lutte anti-terroriste», «le

crime transnational organisé et la pauvreté». Il est évident, a rappelé Messahel lors de son intervention lors de la conférence de presse, que la «primauté» de la stratégie mise en place doit être le fait des pays de la région que complètent, il est vrai, les partenaires extra-régionaux.

Messahel s'est entretenu avec Catherine Ashton (Affaires étrangères et sécurité auprès de l'UE), Pierre Vimont (exécutif européen d'action extérieure) et la TASKFORCE de haut niveau de l'Europe puis Bruxelles.

Cette dernière entrevue s'est déroulée en présence des ministres de la région, ceux du champ (Mali, Niger, Mauritanie, en plus de l'Algérie, bien sûr).

Le Monsieur Maghreb-Afrique algérien a aussi tenu une séance de travail avec Stéphane Fule (élargissement et politique européenne de voisinage).

Lors du marathon bruxellois de Messahel, les représentants des pays du

champ et l'UE ont rappelé l'importance et la «pertinence» de la conférence d'Alger (appropriation, indivisibilité de la sécurité et du développement, complémentarité des stratégies). La formation, le renforcement des capacités, la fourniture des équipements, l'échange de renseignement, le développement et la lutte contre la pauvreté ont été au cœur, dira Messahel, de la démarche algérienne. L'Union européenne a apporté son soutien à la stratégie régionale qu'elle considère «instrument indispensable».

Abdelkader Messahel évoquera avec les journalistes les objectifs et le plan de la future conférence qui se prépare et s'inscrit dans la philosophie d'Alger. Alger II aura, c'est certain, l'occasion de valider la stratégie des cercles concentriques. Le cercle-socle, composé des pays du champ, le poste avancé, les pays du Sahel. Un deuxième cercle avec le Nigeria, le Burkina Faso et le Tchad.

Enfin, un troisième cercle avec le Maroc, l'Egypte, la Tunisie.

Lors du point de presse, les interventions ont porté sur le «financement du terrorisme», la «condamnation du crime organisé». L'idée maîtresse — et juste — consistant, selon Messahel, à privilégier le «partenariat plutôt que l'ingérence». Dans cet ordre d'idées, «les mécanismes, dira le responsable, entre les Européens et nous fonctionnent mais restent à parfaire».

Les dommages collatéraux induits par la situation en Libye par la circulation des armes et le retour des travailleurs migrants dans leurs pays d'origine, notamment sahéliens et africains, ont, été abordés par la presse et le ministre.

La conférence d'Alger a fait escale à Bruxelles. Preuve de son importance. Elle a même décidé de se prolonger en Alger II.

A. M.